

ECOLE NATIONALE DE L'AVIATION CIVILE
7, Avenue Edouard Belin BP 54005
31055 Toulouse cedex 4.

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

(Commun à tous les lots)

(C.C.A.P.)

Le pouvoir adjudicateur : Ecole Nationale de l'Aviation Civile

**ENAC
Ecole Nationale de l'Aviation Civile
7, avenue Edouard Belin
BP 54005
31055 Toulouse Cedex 4**

Cahier des Clauses Administratives Particulières numéro : 202500FCS082

**établi en application du Code de la commande publique et du CCAG Fournitures
courantes et services, relatif à :**

Maintenance préventive et corrective des systèmes SSI de tous les sites ENAC

Appel d'offres ouvert en application des articles R2124-2 1°, R2161-2 à R2161-5 du Code de
la commande publique.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

Article 1 - Objet du contrat.....	3
Article 2 - Décomposition du contrat	3
2-1-Allotissement	3
2-2-Forme du contrat	4
Article 3 - Généralités	4
3-1-Pièces contractuelles.....	4
3-2-Protection de la main d'œuvre et clause sociale	5
3-3-Protection de l'environnement	5
3-4-Réparation des dommages	6
3-5-Assurances.....	7
3-6-Autres obligations	7
Article 4 - Durée du contrat - Délai d'exécution des prestations	9
4-1-Durée du contrat - Délai d'exécution	9
4-2-Exécution complémentaire	9
4-3-Pénalités de retard	9
4-4-Pénalités diverses	10
Article 5 - Prix et règlement	11
5-1-Contenu des prix	11
5-2-Variation des prix.....	12
5-3-Modalités de règlement	13
5-4-Périodicité des paiements	14
5-5-Avance.....	14
Article 6 - Conditions d'exécution des prestations.....	14
6-1-Lieu d'exécution.....	14
6-2- -Clauses techniques	15
6-3-Formation	15
6-4-Règlementations et autorisations	15
6-5-Plate-forme GMAO	15
6-6-Documentation	15
6-6-1-Plan de prévention	15
Article 7 - Constatation de l'exécution et garantie	16
7-1-Vérifications	16
7-2-Admission	17
7-3- Période de garantie	17
Article 8 - Résiliation.....	17
Article 9 - Litiges et différends	17
Article 10 - Dérogations aux documents généraux	17

Article liminaire : Présentation de l'ENAC

Créée en 1949 à Orly, installée à Toulouse depuis 1968, l'Ecole Nationale de l'Aviation Civile (ENAC) est l'unique exemple d'une seule école proposant un ensemble aussi large et aussi complet de formations et d'activités destinées au domaine aéronautique et en particulier au secteur du transport aérien. L'ENAC est l'école de la Direction Générale de l'Aviation Civile (DGAC), sous tutelle du Ministère de la Transition écologique.

L'ENAC rassemble :

- 3000 élèves répartis dans plus de 30 programmes de formation différents en France et à l'étranger : ingénieur, pilote de ligne, contrôleur aérien, technicien de l'aviation civile, flight dispatcher, formations post-master etc...
- 3500 stagiaires qui participent chaque année à plus de 300 sessions de stages de formation continue ou de perfectionnement,
- 80 projets de recherche, 50 doctorants et 20 thèses soutenues chaque année,
- Des activités internationales qui conduisent l'ENAC à accueillir chaque année plusieurs centaines d'élèves et de stagiaires étrangers, originaires des 5 continents,
- Des moyens humains constituant une exceptionnelle somme de compétences et de savoir-faire,
- Des moyens pédagogiques très complémentaires et à la hauteur de ses activités : simulateurs de contrôle du trafic aérien, simulateurs de vols, 125 avions, des laboratoires d'électronique, d'informatique, d'aérodynamique, de langues, etc.
- 9 implantations en France.

L'ENAC est composée d'un siège administratif à Toulouse et de 8 campus dont un campus spécialisé dans la maintenance de la flotte ENAC. L'Ecole est géographiquement implantée sur 9 sites :

- zone sud, sud-ouest : Montpellier, Carcassonne, Castelnaudary, Toulouse, Muret et Biscarrosse,
- zone est : Saint Yan et Grenoble ;
- zone Ile de France : Melun.

En plus de 70 années d'existence, riche de plus de 23 000 anciens élèves, l'ENAC a su acquérir tant en France que dans le monde la reconnaissance de tous les intervenants de son domaine d'activité aussi bien des acteurs publics que privés situés en France et à l'étranger.

Aujourd'hui, au travers des compétences reconnues de ses élèves, de ses stagiaires, de ses chercheurs, de ses enseignants, de l'ensemble de ses personnels, l'ENAC entend accroître encore son rayonnement dans le monde entier, et ce toujours au service de son domaine de prédilection : l'aéronautique.

Article 1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières concernent les prestations suivantes :

Le présent document définit les différentes prestations à réaliser dans le cadre de maintenance préventives et curatives des Systèmes de Sécurité Incendie (SSI) ainsi que des installations de désenfumage et de compartimentage des bâtiments de l'École Nationale de l'Aviation civile sur les sites de Toulouse (31), Muret (31), Castelnaudary (11), Carcassonne (11), Montpellier (34), Saint-Etienne de Saint-Geoirs (38), Saint Yan (71) et Melun (77).

Article 2 - Décomposition du contrat

2-1-Allotissement

Les prestations font l'objet de 5 lots géographiques :

Lot	Intitulé	Montant part forfaitaire	Montant maximum de la part à bons de commande
N°1	Toulouse/ Muret	Forfait annuel x4	300 000 euros HT
N°2	Castelnaudary/Carcassonne	Forfait annuel x4	70 000 euros HT

N°3	Saint-Yan / Grenoble	Forfait annuel x4	70 000 euros HT
N°4	Montpellier	Forfait annuel x4	15 000 euros HT
N°5	Melun	Forfait annuel x4	15 000 euros HT

La description des prestations est détaillée dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

2-2-Forme du contrat

Les prestations donnent lieu à un accord-cadre composite comprenant :

- une part forfaitaire pour la maintenance préventive
- une partie traitée sous la forme d'un accord cadre à bons de commande pour la maintenance corrective sans minimum et avec les montants maximums du tableau de l'article 2-1.

L'accord-cadre est mono-attributaire.

Des prestations exceptionnellement non définies pourront être commandées par voie de bons de commande dans la limite du montant total du marché, sans contrevenir aux principes fondamentaux de la commande publique ni à celui de remise en concurrence périodique.

Hors part forfaitaire, les prestations à réaliser seront définies au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande qui comporteront :

- nom et adresse du titulaire,
- numéro et date du marché,
- numéro et date du bon de commande,
- adresse de livraison,
- adresse de facturation,
- désignation des prestations,
- délais maximum de livraison,
- montant total hors taxes de la commande,
- taux et montant de la TVA,
- montant total TTC.

La ou les personnes habilitées à signer les bons de commande sont le pouvoir adjudicateur ou son représentant.

Les bons de commande pourront être émis jusqu'à la fin du marché et ils pourront s'exécuter au plus tard jusqu'à 6 mois après la fin du marché.

Article 3 - Généralités

3-1-Pièces contractuelles

Le marché est constitué par les documents énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement de chaque lot
- L'annexe financière propre à chaque lot ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières dont l'exemplaire conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi et ses éventuelles annexes ;
- le Cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) des marchés publics de fournitures courantes et de services (approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021) ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;

- l'offre technique du titulaire ;
- les bons de commande.

3-2-Protection de la main d'œuvre et clause sociale

3-2-1-Protection de la main d'œuvre

Le titulaire remet :

- une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

- une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de la fourniture de ses déclarations sociales et fiscales, et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, datant de moins de 6 mois.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'oeuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'oeuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'oeuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

Conformément à l'article L. 8222-6 du Code du Travail (modifié par l'article 93 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 sur le renforcement du dispositif de lutte contre le travail dissimulé), une pénalité sera appliquée au titulaire ou à ses sous-traitants, s'ils ne s'acquittent pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du même code.

Ce montant devra être égal, au plus, à 10 % du montant du contrat, et ne pourra excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du Travail.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte, le cocontractant n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, la pénalité contractuelle sera appliquée ou le contrat rompu sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

3-2-2-Clause sociale

Afin de faciliter l'insertion professionnelle des publics en difficultés, il est fait application des dispositions de l'article L.2112-2 du code de la commande publique.

Le titulaire mettra en œuvre une politique d'insertion professionnelle à destination des personnes éloignées de l'emploi. Un bilan annuel est transmis dans le cadre des comités de pilotage et/ou réunions périodiques.

3-3-Protection de l'environnement

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, en prévoyant des conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère environnemental suivants :

Sursis d'exécution

L'acheteur se réserve le droit d'accorder un sursis d'exécution au titulaire s'il justifie de mesures et précautions particulières pour réduire les impacts environnementaux liés aux transports et aux modalités d'exécution (ex : tournées, conditionnement...). La reprogrammation de la date d'exécution peut déroger aux délais inscrits à l'accord-cadre, sous réserve de la validation expresse de l'acheteur. Le sursis d'exécution suspend pour un temps égal à sa durée l'application des pénalités pour retard. Aucun sursis d'exécution ne peut être demandé par le titulaire pour des événements survenus après l'expiration du délai d'exécution de l'accord-cadre, éventuellement déjà prolongé.

Gestion des déchets :

La valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du titulaire pendant la durée de l'accord-cadre.

Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations, de collecte, transport, entreposage, tris éventuels, traitement et de l'évacuation des déchets créés par les prestations objet de l'accord-cadre vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est tenu de produire, à la demande de l'acheteur, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne les déchets dangereux.

En cas de non-communication de ces éléments justificatifs, et après une mise en demeure restée infructueuse, l'acheteur se réserve le droit d'appliquer les pénalités prévues dans le présent CCAP.

Bilan des émissions de gaz à effet de serre

En application de la circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, il est exigé des titulaires soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement, de communiquer à l'acheteur leur BEGES et le plan de transition associé dans un délai maximum de 3 mois après la notification du marché.

Pour les sous-traitants qui sont eux-mêmes soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement, la communication du BEGES et du plan de transition associé intervient dans le même délai que pour le titulaire, si la déclaration de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre. Si la déclaration de sous-traitance intervient après la notification du marché, alors il doit communiquer le BEGES et le plan de transition associé dans un délai maximum de 3 mois à compter de l'acceptation du sous-traitant constatée dans les conditions prévues à l'article R.2193-4 du code de la commande publique.

Le BEGES doit couvrir toute la durée d'exécution du marché.

Si le BEGES communiqué après notification du marché arrive à échéance durant l'exécution du marché, un nouveau BEGES (et le plan de transition associé) est transmis par le titulaire (et, le cas échéant, le ou les sous-traitants concernés) à l'acheteur, au plus tard 30 jours après la date d'expiration du BEGES initial.

La communication du BEGES doit impérativement être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page. Toutefois, les titulaires (et les sous-traitants) lorsqu'ils transmettent les informations relatives au plan de transition, peuvent renvoyer vers la section de leur rapport de gestion ou de leur rapport sur la gestion du groupe prévue aux articles L. 232-6-3 et L. 233-28-4 du code de commerce, selon le cas, sous réserve que ce plan soit facilement identifiable et comprenne les descriptions mentionnées à l'alinéa précédent spécifiques aux activités exercées sur le territoire national.

3-4-Réparation des dommages

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du pouvoir adjudicateur par le titulaire, du fait de l'exécution de l'accord-cadre, sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par le pouvoir adjudicateur, du fait de l'exécution de l'accord-cadre, sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

3-5-Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations conformément à l'article 9 du CCAG FCS.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

3-6-Autres obligations

3-6-1-Obligations relatives à la sous-traitance

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché selon les modalités définies par les articles R2193-1 à R2193-22 du code de la commande publique.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

- une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction de répondre aux appels d'offres ;
- une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du travail.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation de l'accord-cadre aux frais et risques de l'entreprise titulaire de l'accord-cadre (article 41.1 du CCAG FCS).

3-6-2-Confidentialité et sécurité

a) Obligation de confidentialité

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution de l'accord-cadre. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties.

b) Protection des données à caractère personnel

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution de l'accord-cadre, les modifications éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties.

Pour assurer cette protection, il incombe au pouvoir adjudicateur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers de l'accord-cadre.

c) Mesures de sécurité

Lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, notamment dans les zones protégées en vertu des dispositions législatives ou réglementaires prises pour la protection du secret de la défense nationale, ces dispositions particulières doivent être indiquées par le pouvoir adjudicateur dans les documents de la consultation. Le titulaire est tenu de les respecter.

Le titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, à moins que les informations ne lui aient été communiquées que postérieurement au dépôt de son offre et s'il peut établir que les obligations qui lui sont ainsi imposées nécessitent un délai supplémentaire pour l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre ou rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution de son contrat.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

3-6-3-Obligations diverses

- Obligation de résultat :

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat pour l'ensemble des prestations.

- Obligation de conseil :

Le titulaire est tenu à une obligation de conseil. Il engage sa pleine et entière responsabilité pour ce qui concerne les choix techniques mis en œuvre qu'il a validé, y compris lorsque ceux-ci ont été proposés par l'ENAC.

Dans l'hypothèse où il n'aurait pas respecté cette obligation, le titulaire concerné ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché ou dans une commande pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Le titulaire ne pourra être tenu pour responsable des conséquences d'une décision de l'ENAC différente de celle qu'il aurait préconisée

- Obligation d'information :

Le titulaire a la responsabilité de son personnel pour l'exécution des prestations demandées dans le présent acte d'engagement / cahier des clauses particulières.

Le titulaire est tenu de signaler à la personne publique tous les éléments qui lui paraîtraient de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation et/ou du marché.

Article 4 - Durée du contrat - Délai d'exécution des prestations

4-1-Durée du contrat - Délai d'exécution

La durée de validité de l'accord-cadre est la période à l'intérieur de laquelle les bons de commande peuvent être émis. Elle est fixée à 12 Mois, à compter de la notification du marché.

Le marché est reconductible de manière tacite 3 fois, pour une période de 12 Mois, soit une durée maximale de 48 Mois.

Le titulaire du marché ne peut pas refuser la reconduction selon les dispositions de l'article R2112-4 du Code de la Commande Publique.

En cas de non-reconduction le délai de préavis est de deux mois.

Le délai d'exécution des prestations sera fixé dans chaque bon de commande.

4-2-Exécution complémentaire

4-2-1-Modification du contrat

L'accord-cadre prévoit que le contrat puisse être modifié, conformément à l'article R2194-1 du Code de la Commande Publique.

4-2-2-Réalisation de prestations similaires

En application du Code de la Commande Publique, des marchés négociés pourront être passés ultérieurement.

4-3-Pénalités de retard

L'ENAC mettra à jour le planning de maintenance préventive sous TWIMM au moins 2 semaines avant la première intervention programmée.

Les délais d'intervention en préventifs et correctifs mentionnés par le biais de ce logiciel feront foi pour l'application des pénalités selon la formule suivante :

$P = (V * R) / 500$;

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité ;

R = le nombre de jours de retard.

Le montant des pénalités ne doit cependant pas excéder 1/10ème du montant total du bon de commande considéré.

Il n'y a pas de montant minimum exonératoire de pénalité en dérogation de l'article 14.1.1 du CCAG FCS

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, les pénalités s'appliquent selon les dispositions ci-dessous :

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, sous réserve des stipulations des articles 13.3 et 20.4 du CCAG FCS et par application de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{200}$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

4-4-Pénalités diverses

Prestations	Délais d'exécution de la prestations ou livraison de fournitures	Pénalités
Remises des rapports mentionnés dans le document de consultation (rapport d'intervention, de maintenance, plans de prévention, documents et données à tenir à jour)	Délais mentionnés au 3.4 du CCTP	100.00 € par jour ouvré de retard.
Visite périodique de maintenance préventive ou courante :	En fonction du planning convenu entre l'entreprise et l'ENAC dans le premier mois suivant la notification.	100.00 € par jour ouvré de retard. Le point de départ du retard correspond au premier jour du mois suivant la planification établie conjointement entre l'entreprise et l'ENAC sous TWIMM
Etablissement de devis ou réalisation d'une intervention en cas d'urgence	Les travaux de maintenance corrective, impliqués par défaillance du matériel, font l'objet d'un devis établi par le titulaire dans les 8 heures ouvrées suivant la constatation de la défaillance. Les délais d'intervention en cas d'urgence sont, quant à eux, fixés à 4 heures.	100.00 € par heure ouvrée de retard
Intervention pour dépannage	L'intervention doit avoir lieu sous 4 heures d'horloge durant les jours ouvrés pendant la période 8h00-18h00 et avant 12h00 le lendemain dans tous les cas, pour assurer la remise en service des équipements, ou à défaut la prise de mesures conservatoires.	100.00 € par heure ouvrée.
Réunions	Date fixée unilatéralement par le pouvoir adjudicateur	250.00 € par absence

Article 5 - Prix et règlement

5-1-Contenu des prix

Pour la partie forfaitaire de maintenance préventive : Les prix du marché sont traités à prix forfaitaires, sur la base de l'annexe financière à l'acte d'engagement. Ils sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur le mois de remise des offres.

L'offre de prix globale et forfaitaire pour la maintenance et l'exploitation annuelle des installations comprend obligatoirement :

- Le prix de la main-d'œuvre nécessaire pour l'exploitation et pour toutes les opérations de maintenance préventive, vérification fonctionnelle, inspection technique et entretien y compris les opérations de remplacement de matériels ;
- Les prestations de surveillance ;
- La fourniture des matériels, matériaux, outils, machines, ingrédients et autres, nécessaires à la maintenance ;
- La fourniture des échelles et autres matériels de levage, d'élévation, de déplacement, nécessaires à l'accès aux divers points où sont implantés les matériels à entretenir ;
- Les déplacements des personnels et des matériels et matériaux nécessaires ;
- Les déplacements de mobilier et leur remise en place nécessaire à l'accès aux divers matériels, sur la base de l'état établi lors de la visite préliminaire à l'établissement de son offre, faite par le titulaire ;
- Les documents et données à tenir à jour ou à produire ;
- La mise en place d'une procédure d'appel téléphonique d'astreinte 24/24 pour remédier aux problèmes en urgence ;
- Le prix de toutes les fournitures nécessaires à la maintenance préventive ainsi que celles nécessaires à l'entretien.

Pour la partie à bons de commande : les prix sont traités à prix unitaires, sur la base du BPU annexé à l'acte d'engagement et des quantités réellement exécutées. Ils sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur le mois de remise des offres.

Coût des interventions correctives :

- Intervention sous astreinte

Les heures relatives aux interventions réalisées sous astreinte suite à un appel du pouvoir adjudicateur ne sont pas incluses dans le contrat de maintenance préventive. Ces prestations seront réglées à l'attachement.

- Travaux de maintenance corrective

Les travaux de maintenance corrective, impliqués par défaillance du matériel, font l'objet d'un devis établi par le titulaire dans les 8 heures ouvrées suivant la constatation d'un besoin d'intervention. Les travaux ne seront entrepris que si un bon de commande est établi par le pouvoir adjudicateur.

Tous les devis feront apparaître clairement :

- la somme des heures de technicien ;
- le prix horaires hors taxe de vente du technicien ;
- la somme des heures d'ouvrier ;
- le prix horaires hors taxe de vente d'ouvrier ;
- le prix public des fournitures du fabricant considéré ;
- le coefficient de vente des fournitures proposé par le Titulaire lors de la consultation.

- Déplacement

Le coût du déplacement est conforme au tarif indiqué dans l'annexe financière.

Le remboursement de frais complémentaires, tels que les frais d'utilisation de parcs de stationnement, de péage d'autoroute, d'utilisation d'un taxi, d'un véhicule de location ne sont pas pris en compte.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les Prestations.

Les tarifs définis dans le bordereau de prix comprennent également la livraison.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des prestations.

Les dépenses supplémentaires imprévues que le titulaire pourrait avoir à supporter en cours d'exécution, par suite de l'application de ce principe, font partie intégrante de ces aléas et il lui appartient après étude des documents de consultation, d'estimer le risque correspondant et d'en tenir compte pour l'élaboration de son offre et le calcul de son prix.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le pouvoir adjudicateur.

5-2-Variation des prix

Le titulaire a la possibilité de faire bénéficier à l'ENAC d'offres promotionnelles.

Les prix du bordereau des prix et la part forfaitaire du marché sont fermes la première année d'exécution et révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût de la prestation.

Le calcul de la révision de prix est **à la charge du titulaire, justificatifs du calcul à l'appui** (mentionner le numéro de marché dans les échanges) à l'adresse marches-publics@enac.fr

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de **février 2026**. Ce mois est appelé "Mois zéro" (Mo).

Les indices utilisés sont les suivants :

ICHT-IME indice de coût horaire du travail, tous salariés, dans les industries mécaniques et électriques

FSD1 = indice des fournitures et services

Les prix de base sont révisés, en hausse comme en baisse, par application de la formule suivante :

$$P(n) = P(o) \times (0.15 + 0.8 \text{ICHT-IME}(n)/\text{ICHT-IME}(o) + 0.05 \text{FSD1}(n)/\text{FSD1}(o))$$

dans laquelle :

- P(n) est le prix révisé ;
- P(o) est le prix initial réputé établi sur la base des conditions économiques du mois zéro.
- ICHT-IME(n): dernière valeur connue de l'index à la date anniversaire de notification
- ICHT-IME(o): valeur de l'index au mois Mo
- FSD1(n) : valeur de l'index au mois Mo
- FSD1(o) : dernière valeur connue de l'index à la date anniversaire de notification

Les index sont publiés dans le Moniteur ou INSEE

Le coefficient de révision comporte trois décimales et est arrondi au millième supérieur.

En cas de disparition d'un indice, les deux parties s'engagent à s'entendre sur un autre indice semblable en réalisant un avenant au contrat.

Clause de sauvegarde

En cas de variation de plus 5% par rapport aux prix initiaux, les parties pourront d'un commun accord convenir de l'application d'un coefficient de révision différent du résultat de la formule ci-dessus.

En cas de désaccord entre les parties, l'ENAC se réserve le droit de résilier la partie non exécutée du marché à la date de changement de tarif.

Cette résiliation sera effective dans les 4 mois à compter de la date à laquelle le nouveau tarif devrait être appliqué. La décision ainsi que la date effective de résiliation sera signifiée dès le calcul du nouveau tarif au titulaire du marché.

L'ancien tarif continuera à s'appliquer jusqu'à cette résiliation.

5-3-Modalités de règlement

5-3-1-Régime des paiements

Les prestations pour la maintenance préventive et les prestations ponctuelles font l'objet de paiements trimestriels après constatation du service fait selon les montants donnés dans l'annexe financière à l'acte d'engagement.

Les factures feront apparaître séparément les décomptes du montant contractuel de chaque prestation.

5-3-2-TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

5-3-3-Présentation des demandes de paiement

L'ordonnateur des dépenses est **le Directeur de l'Ecole Nationale de l'Aviation Civile**.

Le fonctionnaire habilité à fournir les renseignements sur les cessions ou nantissements de créances résultant du marché est **le Secrétaire Général de l'Ecole Nationale de l'Aviation Civile**.

Le comptable assignataire chargé des paiements est **l'agent comptable de l'ENAC**, 7 avenue Edouard Belin, BP 54005, 31055 Toulouse Cedex 4.

Lorsque le titulaire remet au pouvoir adjudicateur une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Facturation électronique :

Lorsque le titulaire remet au pouvoir adjudicateur une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

" Facturation électronique : Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr>

Il sera fait application du Décret 2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique.

Outre les mentions prévues à l'article 1 du Décret précité, les informations suivantes sont à faire figurer dans la demande de paiement :

- Le numéro de marché
- Le numéro de SIRET, qui identifiera l'ENAC en tant que destinataire de la facture :

ENAC - Toulouse: 193 112 562 00015

- Le numéro d'engagement juridique qui sera le n° du bon de commande émis par l'ENAC

5-3-4-Répartition des paiements

L'acte d'engagement et les actes spéciaux éventuels indiquent ce qui doit être réglé respectivement :

- au titulaire et à ses sous-traitants ;
- au mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

5-3-5-Délais de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours selon les dispositions de l'article R219210 du Code de la Commande Publique.

5-3-6-Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions de l'article R2192-10 du Code de la commande publique fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Conformément à l'article R2192-31 au R2192-36 du Code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points.

5-4-Périodicité des paiements

Les prestations pour la maintenance préventive font l'objet de paiements trimestriels après constatation du service fait.

Les prestations ponctuelles (correctif) par bons de commande peuvent bénéficier d'un paiement partiel selon l'avancée de l'exécution après constatation.

5-5-Avance

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance est prévue dans les cas et selon les modalités figurant au Code de la Commande Publique, soit lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois. Son montant n'est ni révisable, ni actualisable.

Le délai de paiement de cette avance court à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement de l'exécution du marché si un tel acte est prévu (bons de commande) ou, à défaut, à partir de la date de notification du marché (part forfaitaire).

Le taux de l'avance est de 5% du montant de la part forfaitaire annuelle ou du bon de commande considéré. Ce taux passe de 5 à 20% si le fournisseur est une PME.

En application du Code de la commande publique, l'avance sera remboursée en une seule fois lorsque le seuil de 65,00% est atteint.

Article 6 - Conditions d'exécution des prestations

6-1-Lieu d'exécution

Les prestations doivent être livrées aux points de livraison, aux jours et heures indiqués via le logiciel TWIMM et sur chaque bon de commande.

6-2- -Clauses techniques

Il convient de se référer au C.C.T.P.

6-3-Formation

Le titulaire s'assure du niveau de connaissance des systèmes de prévention incendie du personnel en charge de la sécurité du site.

6-4-Règlementations et autorisations

Le titulaire doit réclamer au pouvoir adjudicateur un permis de feux avant d'effectuer tout travaux par points chauds et demander une autorisation avant l'introduction sur le site de matières dangereuses (inflammables, explosives et/ou toxiques)

6-5-Plate-forme GMAO

Le titulaire du marché sera dans l'obligation de travailler sur la plate-forme TWIMM. Cette plate-forme permet :

- d'effectuer et de suivre toutes les demandes d'intervention curative directement sur la plate-forme qui informe automatiquement et en temps réel le prestataire concerné ;
- de suivre et de programmer les interventions de maintenance préventive ou autres prestations récurrentes afin de vérifier le respect du contrat signé avec le prestataire
- de suivre et d'analyser les consommations énergétiques des bâtiments afin de réaliser des économies d'énergies.

TWIMM offre une vision globale de tous les sites de l'ENAC sur une plateforme unique.

Les conditions d'exécutions sont explicitées dans le C.C.T.P.

6-6-Documentation

6-6-1-Plan de prévention

Dès la notification du marché, le titulaire établira un plan de prévention avec le concours des assistants de prévention de chaque site. Ce plan devra être signé par le pouvoir adjudicateur de chaque centre.

6-6-2 Journal de maintenance

6-6-2-1 Journal des opérations de maintenance

Le titulaire est responsable du journal des opérations de maintenance SSI ainsi que de sa copie sur le site de l'ENAC.

Ce journal sera constitué par :

- le planning prévisionnel des visites,
- la main courante SSI qui consigne tous les événements du Système de Sécurité Incendie,
- le listing informatique hebdomadaire de la Centrale de Détection Incendie (CDI) lorsqu'elle existe,
- la main courante d'entretien des interventions préventives ou curatives effectuées, avec mention de la date, de la nature de l'opération et de toutes remarques,
- les copies des fiches d'intervention programmée et de dépannage.

Pour mener sa mission en toute sécurité, le titulaire s'engagera à avoir les techniciens formés et habilités à intervenir dans tous les locaux où leur prestation l'exige.

6-6-2-2 Rapport de maintenance :

Le titulaire est responsable du rapport de maintenance SSI et désenfumage

À chaque visite programmée, le personnel d'intervention du titulaire mentionne sur son rapport l'ensemble des contrôles effectués. Il atteste que les opérations systématiques prévues ont bien été effectuées et signale celles effectuées à son initiative en mentionnant les dates et heures de début et de fin de ces interventions.

Il porte ses observations telles que :

- les anomalies constatées,
- l'usure de certains organes,
- les risques de détérioration,
- etc., et les suites qu'il convient de leur donner.

Il remplit ou complète les fiches de suivi des équipements contrôlés.

6-6-2-3 Fin de marché

Le titulaire s'engage à restituer en fin de contrat l'ensemble des documents d'exploitation réalisés ou complétés.

6-7-Interventions

6-7-1 Interventions courantes hors entretien

Si, lors d'une visite, le titulaire considère qu'une opération non couverte par l'entretien normal est nécessaire, il informe immédiatement le pouvoir adjudicateur. Il établit alors la liste des travaux à effectuer et des pièces à remplacer, accompagnée d'un devis. L'intervention ne se fera qu'après signature d'un bon de commande spécifique.

L'ENAC ne saurait en aucun cas être contraint de régler les sommes couvrant les interventions du titulaire sans bon de commande spécifique.

6-7-2 Interventions en cas de sinistre

En cas de panne mettant en danger la sécurité des personnes, le titulaire prend toutes les dispositions qu'il jugera nécessaires afin de remettre provisoirement le Système de sécurité incendie en mode « dégradé ». Le titulaire doit alors informer le pouvoir adjudicateur et déclencher toutes les actions nécessaires de sauvegarde en mettant en œuvre tous les moyens utiles de secours et/ou de remplacement.

6-7-3 Délai d'intervention

Les délais d'intervention sont de 4 heures à compter de l'appel du pouvoir adjudicateur dans la tranche horaire 8h00-18h00 et dans tous les cas intervention avant 12h00 le lendemain.

Lors de travaux de maintenance corrective, le titulaire doit faire parvenir un devis de réparation dans les 5 jours ouvrés après la constatation de la défaillance.

Article 7 - Constatation de l'exécution et garantie

7-1-Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées lors de l'exécution de la prestation dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG FCS.

7-2-Admission

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG FCS.

7-3- Période de garantie

Par dérogation à l'article 33.1 du CCAG FCS, il n'est pas prévu de période de garantie.

Article 8 - Résiliation

Le pouvoir adjudicateur peut résilier l'accord-cadre, aux torts du cocontractant en cas d'inexactitude des renseignements prévus à l'article R2143-6 et suivants du Code de la commande publique et selon les dispositions des articles 38 à 45 du CCAG FCS.

Article 9 - Litiges et différends

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 46.5 du CCAG FCS. En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCAP, le tribunal compétent est le tribunal administratif dont relève le pouvoir adjudicateur.

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

Article 10 - Dérogations aux documents généraux

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

Dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS par l'article 4.3 du CCAP

Dérogation à l'article 33.1 du CCAG FCS par l'article 7.3 du CCAP
